



Halte à la répression !

Depuis le 5 décembre dernier, les salariés, chômeurs, retraités et jeunes sont mobilisés et en grève contre un projet qui conduirait, s'il était adopté, à repousser l'âge de départ à la retraite, à baisser les pensions et à ouvrir la porte aux retraites par capitalisation. Aujourd'hui encore, plus de 60 % des français et parmi eux une grande majorité de salariés, réclament avec nous le retrait du projet de loi.

Macron et Philippe sont donc de plus en plus isolés. Ils sont même désavoués par le Conseil d'Etat. Et pourtant ils poursuivent dans la même direction. Ce gouvernement ne voit rien et n'entend rien. Dans la continuité de l'escalade répressive des derniers mois, en particulier contre les « gilets jaunes », le 1^{er} ministre menace même d'un recours à la « force pour ramener l'ordre ».

Depuis le 5 décembre, nombreux sont les syndicalistes et les manifestants qui ont été victimes de la répression. Arrestations policières musclées, gardes à vue, condamnations devant les tribunaux, mutilations, etc. : tout est bon pour intimider et tenter de briser la volonté de résistance actuelle.

Le gouvernement tente de criminaliser l'action syndicale. D'un côté il encourage le versement par la direction de la SNCF de primes pouvant aller jusqu'à 1500 € aux « non-grévistes », de l'autre il soutient la décision de justice, « d'injustice » dans la réalité, d'astreinte de 1000 € par journée de blocage dans les ports. Il réquisitionne les personnels grévistes dans les incinérateurs de déchets de la région parisienne, il encourage le dépôt de plaintes pour les entreprises où des actions syndicales se sont déroulées, comme notre action à la gare de Savenay qui vaut à notre camarade Mathieu une convocation à la gendarmerie. Et, ici à Nantes, l'Etat prend même plaisir à verbaliser les camions syndicaux présents dans les manifestations.

Un cran supplémentaire a été franchi ces derniers jours contre les enseignants et les lycéens, qui ne veulent tout simplement pas de la « réforme » du Bac et des épreuves communes de contrôle continu. Jean-Michel Blanquer de son côté veut imposer à tout prix et par la force si nécessaire la tenue de la session « E3C ».

Ainsi, depuis une semaine devant les lycées, la répression fait rage. En tenue de combat, les forces de l'ordre pourchassent, gazent et matraquent les lycéens, comme au lycée Guist'hau à Nantes la semaine dernière. Comme à l'occasion du décès tragique de Steve Maia Caniço, fin juin dernier, les représentants de l'Etat et de la police nationale dans le département rejettent la responsabilité des coups de matraque et des lacrymogènes sur d'autres. Et les recteurs ont reçu des consignes d'agir avec la plus grande fermeté : sanctions disciplinaires à l'égard des professeurs avec menaces de recours au code pénal, des 0/20 aux élèves récalcitrants, etc. Quatre lycéens du lycée Ravel à Paris ont même passé la nuit en garde à vue et trois d'entre eux ont été déférés au tribunal de grande instance. A Rennes, au lycée Victor et Hélène Bash, des lycéens ont été obligés de composer sous présence policière. C'est inacceptable !

Les Unions Départementales FO, CGT, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique exigent que cessent cette répression tous azimuts. A travers cette attitude autoritaire et méprisante, c'est bien la démocratie qui est menacée, c'est-à-dire la reconnaissance du droit de tous de s'organiser librement pour défendre ses intérêts.

Nantes, le 6 février 2020